



Une rencontre ministérielle de l'AELE placée sous le signe du conflit commercial

L'essentiel en bref:

- Le conflit commercial a été un thème central de la conférence ministérielle de l'AELE
- Après des années de négociations, l'accord de libre-échange avec la Malaisie a été signé
- De grands progrès ont été réalisés concernant l'accord sectoriel sur le commerce numérique avec Singapour

La rencontre des ministres de l'AELE 2025 était placée sous le signe du conflit commercial. En tant que nations exportatrices, les pays de l'AELE que sont l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse sont directement concernés par l'actuel différend commercial.

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a dirigé la délégation suisse qui s'est rendue à Tromsø, en Norvège. Le point d'orgue de la rencontre a été la signature de l'accord de libre-échange avec la Malaisie.

À long terme, l'accord de libre-échange de l'AELE avec la Malaisie ouvre l'accès à une économie émergente. Le pays entend renforcer sa position sur le marché de la production de semi-conducteurs, ainsi que dans le domaine des services informatiques. La protection de la propriété intellectuelle – essentielle pour l'économie suisse fondée sur l'innovation – a pu être assurée.

La durabilité a pu être améliorée en particulier pour des produits sensibles, en particulier l'huile de palme. Des normes de durabilité étendues ont par ailleurs pu être établies. L'accord couvre aussi la protection contre la déforestation ainsi que la biodiversité, procédures d'arbitrage comprises. Les droits fondamentaux établis par l'Organisation internationale du travail (OIT) sont un autre élément important de l'accord.

Un chapitre sur les marchés publics a pu être convenu, c'est une première avec un pays d'Asie. La Malaisie encourage sa propre production de semi-conducteurs, qui sont actuellement le principal produit d'exportation. La fabrication de produits pharmaceutiques et chimiques ainsi que les services numériques figurent également parmi les priorités des programmes de soutien.

La rencontre ministérielle a encore permis d'aborder les questions de politique de sécurité dans la région arctique. En effet, cette région se trouve de plus en plus dans le viseur de grandes puissances. Outre les routes maritimes d'importance stratégique, ce sont les matières premières de la région arctique qui attirent les convoitises. Les discussions internationales sur le Groenland concernent très directement les États de l'AELE que sont l'Islande et la Norvège.